



**BUREAU
VERITAS**

Agence de Rueil Malmaison
5 Boulevard Marcel pourtout
92500 RUEIL MALMAISON

01 47 52 49 55
01 47 52 45 63

jean-louis.prouveur@fr.bureauveritas.com

Dossier : 2300341
Réf. client : BC n° 2011-76

Rapport N°: 666/2300341/1/1/1
Rapport établi le 28/03/2011 par Jean-Louis PROUVEUR



CONSEIL GENERAL Hts de SEINE
DCEB/DBE Nord/SBE secteur 1
Hôtel du département
2-16 Boulevard SOUFFLOT
92014 NANTERRE CEDEX

01 47 29 32 59
mjmallet@cg92.fr

A l'attention de **Mme Marie Jeanne
MALLET**

RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE
DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE
AVANT REALISATION DE TRAVAUX
(Article R1334-27 du Code de la Santé Publique)



⁽¹⁾
Cf. conclusions au § 1

Lieu d'intervention	Collège Albert Camus
	bâtiment lycée R+2
Adresse	131 Rue Pierre Joigneaux 92270 BOIS COLOMBES
Intervention du	21/03/2011 au 21/03/2011

En présence de : **Sans accompagnement**

R+2 : Salle polyvalent n°88, sas et régie attenante

Opérateur de repérage : **J.L. PROUVEUR**

Laboratoire accrédité COFRAC pour les analyses (sous le n° 1-0966) :

ITGA – 92197 MEUDON CEDEX

Ce rapport comporte 25 pages dont 5 annexes

Chargé d'affaire
Jean-Louis PROUVEUR

(1) dans le cadre de la mission qui nous a été confié



SOMMAIRE

1. CONCLUSIONS	3
1.1. Conclusion Générale	3
1.2. Matériaux Déclarés Amiantés après Analyse (TAB « MDAA »)	3
1.3. Matériaux Déclarés Amiantés sur décision de l'Opérateur (TAB « MDAO »)	3
1.4. Matériaux Déclarés ne contenant pas d'Amiante après Analyse (TAB « MDSAA »)	4
1.5. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires (TAB « ZLNV »)	4
1.6. Composants de la construction Nécessitant des Investigations Approfondies (TAB « CNIA »)	4
2. PREAMBULE	5
3. OBJET DE LA MISSION	5
4. TEXTES DE REFERENCE	6
5. METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC	6
6. VISITE DES LOCAUX	7
6.1. Description succincte des travaux envisagés	7
6.2. Locaux concernés par les travaux	7
6.3. Locaux susceptibles d'être affectés par les travaux	7
6.4. Récolement des données	8
6.4.1. Liste des documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite.	8
6.4.2. Conclusion de ces documents.	8
6.5. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés	9
6.6. Remarques complémentaires	9
ANNEXE 1. : LISTE DES LOCAUX VISITES	10
ANNEXE 2. : REPERAGE DES MATERIAUX, PRELEVEMENTS & INVESTIGATIONS	12
ANNEXE 3. : ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)	15
ANNEXE 4. : PROCES VERBAL DU LABORATOIRE	18
ANNEXE 5. : COPIE(S) DE(S) RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)	25

1. CONCLUSIONS

1.1. CONCLUSION GENERALE



Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

1.2. MATERIAUX DECLARES AMIANTES APRES ANALYSE (TAB « MDAA »)

Matériau	N° prélèvement	Localisation du prélèvement ou du matériau	Nature - description	Présence amiante	Observations éventuelles	Réf. photo
SANS OBJET						

1.3. MATERIAUX DECLARES AMIANTES SUR DECISION DE L'OPERATEUR (TAB « MDAO »)

Matériau	Localisation du prélèvement ou du matériau	Nature - description	Présence amiante	Observations éventuelles	Réf. Photo
SANS OBJET					

1.4. MATERIAUX DECLARES NE CONTENANT PAS D'AMIANTE APRES ANALYSE (TAB « MDSAA »)



Matériau	N° prélèvement	Localisation du prélèvement ou du matériau	Nature - description	Présence amiante	Observations éventuelles	Réf. photo
revêtement de sol	P1	lycée - R+2 - Salle n°88 - ensemble	souple bleu	NON	0	Photo N° 1
Carrelage	IDEM P2	lycée - R+2 - Salle n°88 - ensemble	0	NON	sous sol plastique	
enduit plafond	P3	lycée - R+2 - Salle n°88 - ensemble	plâtreux	NON	IDEM autres pièces	Photo N° 2
occultant	P4	lycée - R+2 - Salle n°88 - ensemble	rideaux	NON	IDEM autres pièces	Photo N° 3
Carrelage	P2	lycée - R+2 - régie - ensemble	carreaux beiges	NON	0	Photo N° 4
cloison	P5	lycée - R+2 - régie - ensemble	béton	NON	séparation avec salle	Photo N° 5

1.5. ZONES ET LOCAUX NON VISITES NECESSITANT DES INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES (TAB « ZLNV »)

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission éventuelle à ce titre et de confier à Bureau Veritas, le cas échéant, une mission complémentaire relative au diagnostic des locaux et zones omis.

« Pas de local non visité identifié »

1.6. COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION NECESSITANT DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES (TAB « CNIA »)

Sans Objet



2. **PREAMBULE**

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante **des principaux éléments de la construction dans le cadre de travaux concernant l'immeuble sis :**

Collège Albert Camus, 131 Rue Pierre Joigneaux 92270 BOIS COLOMBES

R+2 : Salle polyvalent n°88, sas et régie attenante

Les travaux objet de la présente mission de repérage, sont assimilés à une démolition (partielle) au sens de l'article R1334-27 du code de la santé publique.

3. **OBJET DE LA MISSION**

Etablir le repérage de la présence éventuelle de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les éléments de la construction et susceptibles d'être affectés par les travaux en regard de la liste figurant en annexe 1 de l'arrêté du 2 janvier 2002, et **notamment** les composants suivants :

- Parois verticales intérieures et enduits.
- Plafonds et faux plafonds.
- Revêtements de sols et de murs.
- Conduits, canalisations et équipements.

Dans le cadre de ce diagnostic, seuls les composants de la construction affectés par les travaux font l'objet du présent repérage (voir paragraphe 6).



4. TEXTES DE REFERENCE

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29 et annexe 13-9.
- Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1336-2 à R1336-5
- Code du travail - Section 3 Risques d'exposition à l'amiante - articles R4412-94 à R4412-148
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées des travaux
- Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Norme NFX 46-020 : repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.

5. METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des opérateurs de repérage de Bureau VERITAS titulaire(s) de la certification de personne dans le domaine de l'amiante.

M. J.L. PROUVEUR est certifié dans le domaine de l'amiante depuis le 21/11/2006 par *BUREAU VERITAS CERTIFICATION*, organisme certificateur dans le domaine de l'amiante, accrédité par le COFRAC.

Certificat N° 1663908

Date limite de validité de la certification : 06/07/2012

Phase de repérage :

La recherche est effectuée sur la base d'une inspection visuelle dont l'objectif est de repérer les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Phase d'analyse d'échantillons :

Les prélèvements éventuels font l'objet d'une analyse par le laboratoire « ITGA », accrédité par le COFRAC au titre du programme 144 sous le n° 1-0966.



6. VISITE DES LOCAUX

La visite a été effectuée le **21/03/2011** accompagné de : M. **Sans accompagnement**.

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : **NON**

Présence de la société de maintenance des ascenseurs : **SANS OBJET**

Présence de la société de maintenance des installations de chauffage : **SANS OBJET**

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT : **SANS OBJET**

On se reportera à l'annexe 1 qui précise les locaux visités et au paragraphe qui liste les zones et locaux non visités (TAB « ZLNV »).

6.1. DESCRIPTION SUCCINCTE DES TRAVAUX ENVISAGES

réfection sol, plafond, démolition sas et cloison

6.2. LOCAUX CONCERNES PAR LES TRAVAUX

Liste des locaux concernés par les travaux
lycée - R+2 - Salle n°88 - ensemble
lycée - R+2 - sas salle 88 - ensemble
lycée - R+2 - régie - ensemble

6.3. LOCAUX SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES PAR LES TRAVAUX

Liste des locaux Affectés par les travaux



6.4. RECOLEMENT DES DONNEES

6.4.1. Liste des documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite.

❖ Plans fournis : **oui**

R+2

❖ Anciens rapports de repérage : **oui** (Copie de ces documents en annexe)

rapport n°CB666/2006/0562-PGR-NK de diagnostic amiante pour
intégration au DTA et DTA

6.4.2. Conclusion de ces documents.

sans objet dans la zone concernée

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à BUREAU VERITAS dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.



6.5. DEMARCHES REGLEMENTAIRES EN PRESENCE DE MATERIAUX AMIANTES

Préalablement aux travaux de démolition, même partiels, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils apportent un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).

- ❖ L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTP et la médecine du travail.
- ❖ Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.
- ❖ Pour réaliser le retrait de matériaux dits friables ou de matériaux non friables représentant un risque particulier (présents à l'intérieur du bâti) l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-139 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-113 et R. 4412-139 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'Arrêté du 22 décembre 2009.

6.6. REMARQUES COMPLEMENTAIRES



ANNEXE 1. : LISTE DES LOCAUX VISITES

ANNEXE

LISTE DES LOCAUX VISITES

[cette annexe comporte 1 + 1 page]

La présente liste présente les locaux et /ou zones ayant été inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à Bureau Veritas.

Le tableau « ZLNV » figurant au paragraphe 1.5 du présent rapport, précise les locaux et zones qui, à la connaissance de l'opérateur n'ont pu être visités.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux et zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.



BATIMENT	NIVEAU	ZONES OU LOCAUX VISITES	CIRCONSTANCES DE LA VISITE
lycée	R+2	Salle n°88	Locaux encore occupés avec présence de meubles et de matériel.
lycée	R+2	sas salle 88	
lycée	R+2	régie	



ANNEXE 2. : REPERAGE DES MATERIAUX, PRELEVEMENTS & INVESTIGATIONS











Les documents, fournis dans cette annexe sont la traduction visuelle des constats effectués en tête de rapport.

ANNEXE

REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE LOCALISATION DES PRELEVEMENTS & DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES

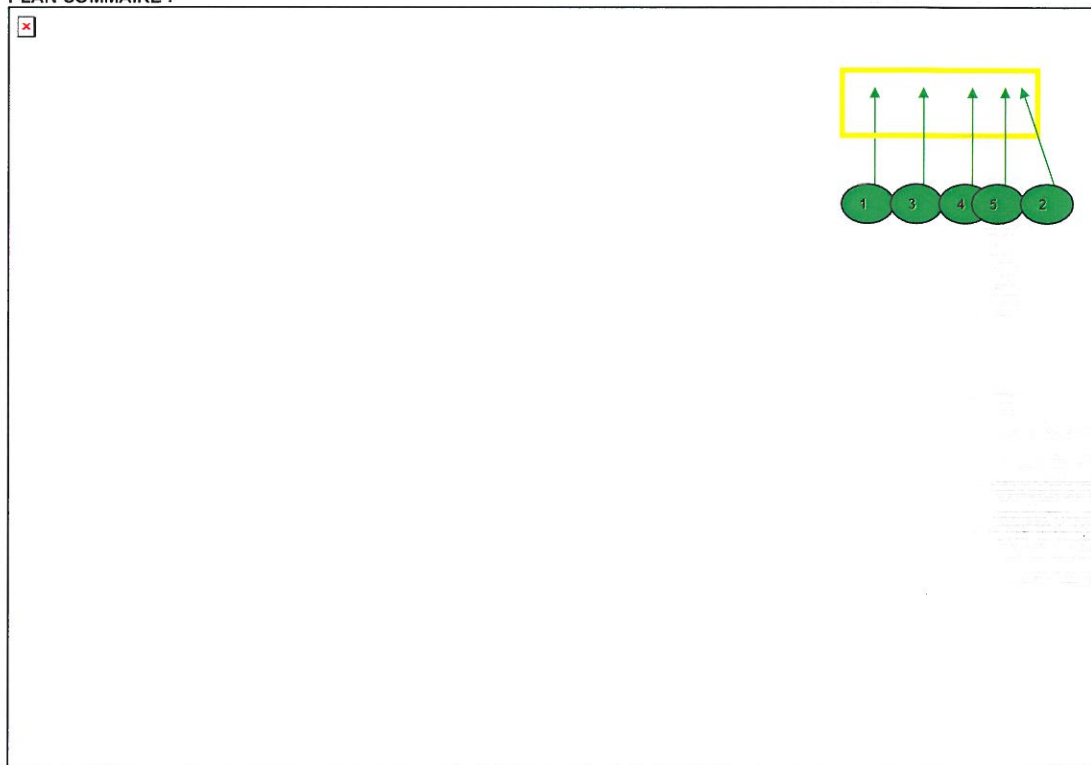
(DOSSIERS PLANS ET PHOTOS)

[cette annexe comporte 1 + 2 pages]

	
<p>P1 : revêtement de sol - Photo N° 1</p> 	<p>P3 : enduit plafond - Photo N° 2</p> 
	
<p>P4 : occultant - Photo N° 3</p> 	<p>P2 : Carrelage - Photo N° 4</p> 
	
<p>P5 : cloison - Photo N° 5</p> 	



PLAN SOMMAIRE :



ENTREPRISE	SRM	Agence des matériaux et produits constructifs
Client	Client	Client
Objet	Objet	Objet
Adresse	Adresse	Adresse
Coordonnées	Coordonnées	Coordonnées
Projet	Projet	Projet
Phase	Phase	Phase
Statut	Statut	Statut
Responsable	Responsable	Responsable
Date	Date	Date

Légende

Prélèvement Positif

Prélèvement Négatif

1 revêtement sol
2 carrelage
3 enduit
4 occultant
5 cloison

Matériaux Contenant De l'Amiante

MCA

Zone concernée



ANNEXE 3. : ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)

ANNEXE

ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)

[cette annexe comporte 1 + 2 pages]



Attestation d'assurance :



**ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE
CONTRAT : HA RCP0084283**

LE PRENEUR D'ASSURANCE

Souscripteur : BUREAU VERITAS
67/71 BOULEVARD DU CHATEAU
92200 NEUILLY SUR SEINE

Assuré : BUREAU VERITAS

LES CONDITIONS DE GARANTIE

Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox : Diagnostiqueurs immobilier

ACTIVITES DE L'ASSURE

Activités de diagnostics Immobiliers dont notamment :

Contrôle périodique amiante
Diagnostic amiante avant vente
Diagnostic amiante avant travaux ou démolition
Diagnostic amiante après travaux ou démolition
Dossier technique amiante

Ainsi que toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil aux clients, découlant directement des missions de Diagnostics ci-dessus, et ce y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

PERIODE DE VALIDITE

La présente attestation est valable pour la période du 01 Janvier 2011 au 31 Décembre 2011.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des termes et limites du contrat auquel elle se réfère.

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE et/ou RESPONSABILITE CIVILE APRES LIVRAISON

(Les garanties s'appliquent par sinistre et par année d'assurance.)

- Montant des garanties	1 000 000,00 Euros
Dont :	
- Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non	1 000 000,00 Euros

Fait à Paris, le 11/01/2011
Pour les Assureurs

11/01/2011 10:53
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Queyries 33100 Bordeaux – Tél : 0810 50 20 10 – Fax : 0810 00 71 02
Siège social : 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris - N° ORIAS 07 006 739
S.A.R.L. au capital de 3 512 715 Euros - R.C.S Paris B401 121 090 00039 - N° TVA Intracommunautaire FR03401121090
Page 1 / 1



Certificat(s) :

BUREAU VERITAS
Certification



Certificat
Attribué à

Monsieur Jean-Louis PROUVEUR

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en applications des articles L271-6 et R 271-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Référence des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Amiante	21 novembre 2006 (JO 5 décembre 2006)	06/07/2007	06/07/2012
Plomb	21 novembre 2006 (JO 5 décembre 2006)	30/05/2008	30/05/2013
Termites	30 octobre 2006 (JO 11 novembre 2006)	06/07/2007	06/07/2012
DPE	16 octobre 2006 (JO 27 octobre 2006)	06/12/2007	06/12/2012
Gaz	6 avril 2007 (JO 28 avril 2007)	04/12/2007	04/12/2012
Electricité	8 juillet 2008 (JO 23 juillet 2008)	12/12/2008	12/12/2013

Date de certification originale et extensions : **voir ci-dessus**

Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : **voir ci-dessus**

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.certification.bureauveritas.fr

Date : 16 décembre 2008
Numéro de certificat : 1663908

Romain PETIT
Directeur Général






BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 80, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Prouilliers - BP 58 - 99573 Dailly Cedex